

MOUVEMENTS PAYSANS ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : L'EXEMPLE DE *VÍA CAMPESINA*^{i*}

Par Annette Aurélie DesmaraUUis

La crise alimentaire mondiale de 2007-2008, caractérisée par une montée des prix alimentaires, des manifestations urbaines et le déplacement constant des personnes pauvres des régions rurales, est un exemple clair de l'incapacité du modèle dominant de développement rural à éliminer la pauvreté. Ce modèle a failli à ses tâches principales : s'attaquer à la faim dans le monde et améliorer le sort de la majorité des paysans et des petits agriculteurs. La crise alimentaire mondiale récurrente est complexe et s'approfondit. Quelles sont les solutions envisagées pour y mettre fin?

Les millions de paysans et paysannes, petits agriculteurs et agricultrices, les employés de fermes et les communautés autochtones, tous rassemblés au sein du mouvement transnational *La Vía Campesina*, considèrent que la crise alimentaire et la crise environnementale conséquente sont le résultat direct d'années de politique économiques destructives. Les pressions exercées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, de même que par l'Organisation mondiale du commerce, ont contribué aux effets négatifs suivants :

- une réduction des investissements dans la production alimentaire destinée à la consommation nationale en faveur d'une augmentation des investissements dans la production destinée à l'exportation ;
- l'interdiction de l'intervention des gouvernements nationaux dans l'économie ;
- la mise en place de politiques agricoles qui utilisent des technologies (*high tech*) en vue d'augmenter la production comme, par exemple, l'emploi de semences génétiquement modifiées (les OGM) ;
- la libéralisation des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette restructuration agricole a vraiment favorisé l'expansion de la production à grande échelle et a facilité l'entrée de grandes multinationales dans différentes étapes de la chaîne de production alimentaire grâce à la privatisation, la déréglementation du commerce et le démantèlement des programmes de soutien aux paysans et aux petits agriculteurs.

Depuis sa fondation, en 1993, *La Vía Campesina* est devenue l'une des voix de la résistance radicale à la mondialisation de ce modèle néolibéral et corporatif d'agriculture. Non seulement les paysans refusent de disparaître, mais ils sont aussi au centre de cette résistance et ils sont

devenus de plus en plus forts. Le mouvement représente aujourd'hui 148 organisations de 69 pays de l'Asie, des Amériques, de l'Europe et de l'Afrique.

Il est important de comprendre que pour *La Vía Campesina*, la résistance radicale ne se limite pas aux manifestations, à l'action directe ou à la désobéissance civile ; la résistance radicale signifie aussi créer des alternatives viables, des alternatives fondées sur le concept de souveraineté alimentaire. Pour le mouvement, une chose est claire : le modèle qui avait déclaré la guerre à l'agriculture paysanne est maintenant en crise. Selon *La Vía Campesina*, il s'agit d'un moment charnière : « le temps de la souveraineté alimentaire est venu ».

Le concept de souveraineté alimentaire est né de l'expérience et de l'analyse critique du monde paysan. Le concept a été développé par les gens qui ont été directement affectés par les changements de politiques agricoles aux niveaux national et international des années 80 et du début des années 90. Il est important de mentionner l'origine du concept, puisque les idées ne naissent pas du néant. Connaître l'origine du concept nous aide aussi à comprendre pourquoi *La Vía Campesina* le défend de toutes ses forces.

Le but principal de *La Vía Campesina* est de construire un modèle de développement rural basé sur le principe de la souveraineté alimentaire. Ceci implique des changements majeurs dans les campagnes :

- des changements qui vont améliorer les moyens de subsistance de ceux qui cultivent la terre ;
- des changements qui favorisent une augmentation de la production alimentaire locale pour la consommation locale ;
- des changements qui créent des espaces démocratiques afin que les citoyens puissent jouer un rôle de premier plan et participer aux prises de décisions sur les enjeux qui les concernent ;
- Pour que ces changements se produisent, les communautés locales doivent avoir un meilleur accès aux ressources de production ainsi qu'un pouvoir social et politique.

La Vía Campesina soutient qu'un nouveau modèle de développement, juste et équitable, est possible avec la souveraineté alimentaire. Alors, quand les membres de *La Vía Campesina* parlent de souveraineté alimentaire, ils ne parlent pas d'apporter de simples retouches au modèle dominant actuel. La souveraineté alimentaire exige la transformation et la démocratisation du système alimentaire. Par définition, la souveraineté alimentaire exige un changement radical des sociétés. Elle implique un changement culturel et politique, un changement dans la façon dont on pense l'alimentation et dans les relations sociales liées à la production et la consommation.

C'est lors de sa deuxième conférence internationale à Tlaxcala, au Mexique, que *La Via Campesina* a, pour la première fois, discuté du concept de souveraineté alimentaire. Les leaders paysans ont alors cessé de croire à l'efficacité du concept de sécurité alimentaire pour garantir aux marchés locaux l'accès à des aliments culturellement appropriés et nutritifs. Selon *La Via Campesina*, l'idée de sécurité alimentaire a entraîné l'élaboration de politiques visant la maximisation de la production alimentaire et l'amélioration de l'accès aux aliments sans porter attention à comment, où et par qui la nourriture était produite. Par exemple, l'OMC a interprété « sécurité alimentaire » comme la garantie d'« un approvisionnement adéquat en aliments importés ». Les gouvernements et les multinationales ont mené une politique de sécurité alimentaire faisant la promotion d'une libéralisation croissante du commerce agricole et concentrant la production alimentaire entre les mains des moins nombreuses, mais plus grosses, corporations agroalimentaires. Et les organismes d'aide internationale qui souscrivent à l'idée selon laquelle l'insécurité alimentaire est d'abord un manque de denrées ont aussi opté pour des variations sur le thème d'un « vous n'avez qu'à produire et/ou importer davantage d'aliments qui viennent d'ailleurs ».

Pour contrer cette appropriation de l'idée de sécurité alimentaire, *La Via Campesina* a proposé une alternative radicale « directement liée à la démocratie et à la justice » qui met le contrôle des ressources productives (terre, eau, graines et autres ressources naturelles) entre les mains de ceux qui produisent la nourriture. En faisant la promotion de la souveraineté alimentaire, *La Via Campesina* a explicitement rejeté ce qui était peut-être l'un des principes les plus significatifs de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, le « droit à l'exportation ». *La Via Campesina* soutient plutôt que la souveraineté alimentaire implique « le droit à produire sur notre propre territoire ». La Conférence de Tlaxcala a établi onze principes liés à la souveraineté alimentaire. Ils ont été intégrés à la position du mouvement présentée lors d'événements entourant le Sommet mondial de l'alimentation à Rome en novembre 1996.

L'objectif de *La Via Campesina* est de construire un modèle de développement rural radicalement différent, un modèle basé sur le concept de la souveraineté alimentaire. *La Via Campesina* travaille sur différents fronts à la fois. Le premier est interne au mouvement, qui considère que l'unité et la solidarité des diverses organisations agricoles et paysannes du monde sont nécessaires à l'atteinte de la souveraineté alimentaire. Cette unité a déjà permis à *La Via Campesina* de définir des politiques alternatives à propos d'enjeux qui concernent les communautés rurales et d'entreprendre des actions collectives, comme la réforme agraire, les droits de la personne, la biodiversité, l'égalité des sexes, la participation et la représentation des

jeunes, et l'agriculture paysanne. Actuellement, *La Vía Campesina* continue à travailler pour créer une unité au sein de sa diversité.

Pour le mouvement paysan, il est aussi nécessaire de construire une alliance avec les ONG et les mouvements sociaux qui partagent sa vision. Comme Paul Nicholson de *La Vía Campesina* le dit, « On n'est pas propriétaire de la souveraineté alimentaire ! ». Au cours des dernières années, une collaboration entre différents mouvements et organisations de la société civile, de même que *La Vía Campesina*, a permis de développer davantage le concept de souveraineté alimentaire.



Source de l'image: The Other, The good Dr
http://www.otherdiscovery.com/?attachment_id=627

Il est clair que *La Vía Campesina* a contribué à modifier le débat sur l'alimentation et l'agriculture. Le concept de la souveraineté alimentaire fait son chemin, ralliant aujourd'hui des mouvements locaux, nationaux et internationaux. Le concept est également discuté par des institutions mondiales telles que la FAO, et les rapports récents de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme préconisent la souveraineté alimentaire pour assurer le « droit à l'alimentation et la sécurité alimentaire » des peuples. Certains gouvernements sont d'ailleurs en train d'adopter le concept: le Népal songe à intégrer la souveraineté alimentaire dans sa constitution nationale, alors que la Bolivie, le Venezuela et le Mali explorent la possibilité d'inclure ce concept dans leurs politiques nationales. Directement lié à la souveraineté alimentaire, le concept de droits des paysans a refait surface sur la scène internationale lorsqu'au printemps 2004, sous la direction des syndicats paysans indonésiens, *La Vía Campesina* a demandé à la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme d'élaborer une déclaration sur les droits des paysans. Également importantes, alors qu'elles avaient pratiquement disparu des programmes politiques des gouvernements nationaux et des

instances internationales, les réformes agraires ont été remises à l'ordre du jour, et le « programme de réforme agraire assistée par le marché » de la Banque mondiale est aujourd'hui remis en cause.

L'enjeu de la gestion de l'offre

Cette question me fait penser à la séance du Comité permanent d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à laquelle j'ai assisté en 2007. Je me souviens de l'intervention d'un politicien québécois qui a commencé sa présentation en admettant qu'il y avait une crise en agriculture. Je le cite parce que je crois qu'il a posé des questions que beaucoup de gens se posent :

J'ai l'impression qu'on se retrouve à la croisée des chemins. Il y a un choix politique à faire. Quel genre d'agriculture voulons-nous ? Est-ce qu'on veut encore des fermes familiales ? Est-ce qu'on y croit ? Et si c'est ce qu'on veut, on doit prendre les décisions qui lui permettront de durer. Préférons-nous une agriculture industrielle ?

Alors, voulons-nous un modèle d'agriculture industrielle de plus en plus concentré et dominé par les intérêts des grandes multinationales ? Ou voulons-nous un modèle d'agriculture qui, entre autres choses, permet à plus de gens de rester sur leur terre et de vivre de l'agriculture ? Ces questions reflètent deux visions de l'agriculture et indiquent la lutte politique que se livrent deux modèles de développement social et économique.

En quoi la gestion de l'offre est-elle une meilleure option que les subventions aux agriculteurs ? Ce que les membres de *La Vía Campesina* veulent, en tant que paysans et paysannes, c'est recevoir des prix justes pour leurs produits. La gestion de l'offre est un mécanisme très important qui garantit le recouvrement des coûts de production de l'exploitation et qui assure des prix justes et stables aux agriculteurs. Ici, au Canada, c'est un mécanisme essentiel pour les producteurs d'œufs, de produits laitiers et de volaille.

Il est évident que les gens qui produisent dans le système de l'offre réglementée ont été moins affectés par les crises cycliques du revenu agricole. La gestion de l'offre a également pour effet de stabiliser les prix à la consommation. Alors, dans le cadre de la souveraineté alimentaire, il est certain que la gestion de l'offre est un mécanisme qui doit être renforcé.

Cependant, il faut aussi admettre que la gestion de l'offre au Canada doit être réformée. Il est très évident que le coût des quotas veut dire que leur achat demeure inaccessible pour beaucoup de gens. Le résultat est donc que nous avons un système de gestion de l'offre qui

protège la production à grande échelle au lieu d'ouvrir la porte à ce que beaucoup plus de gens puissent s'intégrer à celle-ci et d'encourager la production à petite échelle. De plus, les accords commerciaux empêchent l'extension de ce modèle de production et de commercialisation à d'autres secteurs.

Dans un système basé sur la souveraineté alimentaire qui met l'accent sur l'alimentation locale et des revenus justes pour les agriculteurs, et qui vise à leur permettre de rester sur leurs terres, la gestion de l'offre actuelle doit être réformée. Je considère qu'il y a trois aspects à travailler.

D'abord, les coûts élevés et toujours en hausse des quotas ont contribué à la concentration de la production, car les prix élevés empêchent l'entrée de nouveaux agriculteurs dans le marché. Oui, on a besoin de quotas de production, mais on a aussi besoin de systèmes de gestion de l'offre qui comprennent des mesures qui vont faciliter l'accès pour les jeunes, nouveaux et petits producteurs de volaille, d'œufs et des secteurs laitiers, au monde agricole. Cette entrée dans le marché doit pouvoir se faire à un coût abordable.

Les systèmes de gestion de l'offre devraient favoriser la production locale, la transformation locale, la déconcentration de la production et permettre à un plus grand nombre de petits agriculteurs d'exister. En effet, nous avons besoin d'une « dé-capitalisation » des valeurs des quotas.

Ensuite, nous avons aussi besoin d'une expansion systématique et démocratique de nos systèmes de gestion de l'offre, qui devraient être dirigés par les petits agriculteurs. Nous pourrions ainsi assurer l'inclusion d'autres produits (par exemple, le porc, les pommes, les pommes de terre, etc.). On a aussi besoin de plus de coopération entre les agences de gestion de l'offre et les petites entreprises de transformation. Ceci nous aiderait à nous diriger vers une industrie de transformation alimentaire plus diversifiée. Il faudrait donc une déconcentration de l'industrie de transformation. Il faudrait aussi protéger nos systèmes de gestion de l'offre contre les attaques des autres gouvernements dans le cadre de l'OMC et d'autres accords de libre-échange.

En résumé, la gestion de l'offre est un mécanisme important. Une approche liée à la souveraineté alimentaire nous aiderait à travailler vers l'expansion, la protection et l'amélioration de la gestion de l'offre : plus de produits et plus de secteurs alimentaires, une défense solide contre les attaques extérieures et des dispositions encourageant la production à petite échelle et l'installation de plus de petits agriculteurs.

Consommateurs et pouvoir citoyen

La Vía Campesina est bien consciente qu'une transformation radicale du système alimentaire ne peut pas se faire uniquement par les actions des paysans. En fait, cette transformation ne pourra se réaliser que dans la mesure où l'opinion publique changera. Un renversement de l'opinion publique donne toujours plus de force à un potentiel changement.

Les organisations paysannes du Sud et du Nord savent depuis un bon moment déjà que le soutien et la participation des populations urbaines sont absolument nécessaires. Bien que la plupart des organisations membres de *La Vía Campesina* soient strictement rurales, certaines de ces organisations travaillent aussi dans les centres urbains.

Par exemple, le Mouvement des Sans-Terre (MST) au Brésil travaille principalement dans les campagnes auprès des paysans sans terre. Le Mouvement travaille également à installer des colonies urbaines sur de petits lopins de terre dans les favelas, près ou à l'intérieur même des villes.

Au Mexique, l'UNORCA, une organisation paysanne de l'État de Puebla, aide les marchands ambulants à s'organiser en milieu urbain. À Veracruz, l'UNORCA a joué un rôle important dans l'organisation des transporteurs. Au Québec, l'Union paysanne regroupe des agriculteurs et, entre autres, des chercheurs, des étudiants, etc., qui travaillent ensemble à bâtir une alternative à la malbouffe et à l'agriculture industrielle. Le Syndicat national des agriculteurs du Canada (NFU) invite des gens de la ville à participer en leur donnant la possibilité de devenir membres associés au syndicat.

Certaines organisations de *La Vía Campesina* ont beaucoup travaillé pour convaincre les gens dans les villes de l'importance d'un système de production juste. Le Mouvement des Sans-Terre, par exemple, a non seulement réussi à faire de la réforme agraire un enjeu pour les populations rurales, mais, de plus, la grande majorité des Brésiliens sont aujourd'hui convaincus qu'une réforme agraire est la meilleure solution pour tout le pays. Les demandes de réforme agraire du MST sont tellement connues qu'elles ont même été présentées dans un téléroman très populaire. La Confédération Paysanne en France a aussi beaucoup collaboré avec des groupes urbains pour des campagnes contre la malbouffe et une agriculture viable, ainsi que pour des campagnes contre les OGM et la souveraineté alimentaire.

Il est important de reconnaître que l'idée de souveraineté alimentaire est née de l'analyse, des luttes et des expériences de ceux et celles qui produisent la nourriture. Mais *La Vía Campesina* comprend très bien que la coopération de ceux et celles qui vivent dans les villes est la seule

manière de développer des politiques publiques basées sur la souveraineté alimentaire. Paul Nicholson a très bien résumé cette position :

Qu'est-ce qui motive les gens à adopter le principe de souveraineté alimentaire ? C'est l'insécurité alimentaire, le réchauffement de la planète, la crise écologique, de plus longs kilomètres alimentaires (*food miles*), le besoin d'aliments de qualité et la survie des économies locales. Ce sont les préoccupations citoyennes, ce sont les préoccupations des peuples. La souveraineté alimentaire n'appartient pas à *La Vía Campesina*. Le concept n'a pas été conçu pour les agriculteurs et les paysans exclusivement. C'est pour cette raison qu'on parle de la souveraineté alimentaire des peuples. Il faut identifier les alliés, développer des alliances avec les pêcheurs, les femmes, les environnementalistes et les associations de consommateurs, afin de trouver une cohésion – il faut renforcer les dialogues entre les villes et les campagnes afin de générer des modèles alternatifs.

C'est pour cela que dix ans après avoir introduit le concept au niveau international, *La Vía Campesina* a fait partie du comité de pilotage du Forum de Nyéléni, qui regroupait le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest, la Marche mondiale des femmes, le Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche, Les Amis de la Terre International, et d'autres organisations. Ensemble, ils ont organisé ce Forum mondial pour mieux travailler à la compréhension de la souveraineté alimentaire, améliorer la solidarité et les actions communes, et développer des stratégies pour implanter la souveraineté alimentaire localement et globalement.

L'événement a réuni environ six cents personnes de différents mouvements sociaux, mouvements paysans, éleveurs nomades, peuples autochtones, pêcheurs, travailleurs migrants, et ONG, venus de 80 pays différents. Le forum de Nyéléni a été un véritable succès. Premièrement, il a permis au concept de souveraineté alimentaire de dépasser la perspective des producteurs (et la production) pour intégrer les associations de consommateurs (et la consommation). Deuxièmement, les participants se sont entendus sur une vision commune de la souveraineté alimentaire qui considère :

- La nourriture comme étant fondamentale aux cultures locales ;
- comme réduisant l'écart entre la production et la consommation ;
- étant basée sur le savoir local ;
- et voulant démocratiser le système alimentaire mondial en général.

Finalement, la réunion a ouvert un espace dans lequel des coalitions nationales et internationales ont pu se rapprocher et gagner en force. Après Nyéléni, il n’y avait plus de doute quant à l’existence d’un mouvement mondial promouvant la souveraineté alimentaire. Ce mouvement comprend des ONG, des mouvements sociaux de la campagne et aussi des villes.

Souveraineté alimentaire, État et mondialisation

Il est certain que la souveraineté alimentaire entre en conflit avec la mondialisation basée sur le principe de libre-échange. La souveraineté alimentaire a été développée comme une alternative à ce type de globalisation.

Comme Joao Pedro Stédile du Brésil l’a très bien exprimé, « Ce concept nous fait entrer directement en collision avec le capital international, qui souhaite la libéralisation des marchés. Nous croyons que tous les peuples ont le droit de produire leur nourriture. Le commerce des produits agricoles doit être subordonné à ce droit suprême. Seuls les excédents doivent être commercialisés. Nous nous opposons à l’OMC et à la monopolisation du commerce agricole par les multinationales. Comme José Martí l’avait dit, un peuple qui ne peut produire sa propre nourriture est un esclave privé de toute liberté. Si une société ne produit pas de quoi se nourrir, elle dépendra toujours des autres. »

La souveraineté alimentaire n’est pas un mode d’emploi qui stipulerait que, dans tous les cas, la meilleure façon de faire est la réappropriation de la terre, des réseaux de distribution, etc., par l’État. Plutôt, la souveraineté alimentaire suggère que les États ont un rôle crucial à jouer dans la création de certaines opportunités et avantages utiles à l’établissement de certains types de production et systèmes de marketing.

Il est tout aussi important de mentionner que la souveraineté alimentaire implique le droit des peuples à participer à la prise de décisions qui ont trait à leur système alimentaire, les systèmes agricoles, d’élevage, etc. La façon dont ils conçoivent leurs propres systèmes est cruciale et ces systèmes sont adaptés à des contextes spécifiques.

Cela veut dire qu’étant donné la diversité des cultures et des environnements, on devrait voir de multiples et différentes façons d’organiser la production et la distribution. La diversité remplacerait l’approche « mode d’emploi », le « blue print » qui prévaut actuellement avec le modèle agricole dominant.

Suggérer que la souveraineté alimentaire signifie la réappropriation des ressources naturelles par l’État reviendrait à croire qu’il n’existe qu’une seule solution. Mais comme nous devrions

l'avoir appris des Zapatistes, il y a un « non », mais plusieurs « oui ». Dans plusieurs coins de la planète, le système alimentaire mondial actuel n'a plus la confiance des peuples et certains d'entre eux le rejettent tout simplement. Le concept de souveraineté alimentaire suggère qu'il y a d'autres moyens – durables et équitables socialement - d'organiser la production et la distribution.

Cependant, ce n'est que dans la mesure où un certain pourcentage de la population accorde de la valeur à ces moyens qu'un gouvernement les encouragera et en fera la promotion. Il est aussi nécessaire que les citoyens en faveur de ces nouvelles manières d'organiser la production et la distribution fassent pression sur le gouvernement afin qu'il mette en place la législation pertinente à cet effet. Toutefois, la première étape est sans doute de donner aux citoyens la chance de pouvoir discuter et de débattre des options qui s'offrent à eux.

Par exemple, il y a quelques années, le gouvernement municipal de Saskatoon, en Saskatchewan, a pris la décision de fournir l'espace physique nécessaire à la création d'un marché de produits ruraux. Cette intervention a permis la création d'un type particulier de marché, dans lequel on retrouve principalement des aliments locaux. La décision de la ville de Saskatoon était le résultat de nombreuses discussions et débats avec la communauté. Les pressions de la communauté sur le gouvernement municipal l'auront finalement poussé à acquiescer aux demandes citoyennes.

Comme la souveraineté alimentaire implique la démocratisation du système alimentaire, les gouvernements doivent créer des espaces dans lesquels les citoyens peuvent discuter du genre de politiques alimentaires et agricoles souhaitées pour leur propre communauté.

Il est important de mentionner que le concept de souveraineté alimentaire ne prétend pas savoir ce que chaque communauté décidera. Le concept demande plutôt la création d'espaces dans lesquels les gens pourront discuter d'alimentation, de la façon dont la nourriture est produite, de ceux qui la produisent, de ce que ça signifie pour les cultures et les communautés locales, etc.

Bien entendu, en résultat de ces discussions démocratiques aux plans local et régional, les solutions proposées seront très diversifiées. Nous devrions, de plus, nous attendre à ce que des demandes provenant d'un même groupe puissent se révéler contradictoires. Comme Raj Patel le dit, « Il n'existe pas de peuple avec une seule et unique perspective sur la politique alimentaire. La souveraineté alimentaire appelle à la création de nouveaux espaces politiques créés et remplis par des débats. Chaque communauté est appelée à se positionner sur la sorte

de système d'alimentation qui est préférable. De ces espaces de discussion peuvent naître des politiques alimentaires orientées vers le droit à l'alimentation. Mais encore plus importante est la création d'un processus démocratique durable et généralisé en mesure de générer une direction politique. Cette direction politique sera nécessaire pour ensuite mettre de la pression sur le gouvernement, et assurer la mise en œuvre d'un projet et sa réalisation complète. »

Un autre aspect essentiel du rôle de l'État par rapport à la souveraineté alimentaire est qu'il doit permettre une distribution équitable des ressources de production. La souveraineté alimentaire ne suggère pas que toutes les terres doivent appartenir à l'État. Ce qui est avancé est plutôt que les États ont un rôle à jouer, soit celui de mettre en place une législation qui garantisse une équitable distribution des terres et leur utilisation durable. De plus, le contenu de cette législation doit refléter les accords des débats avec les citoyens.

La souveraineté alimentaire nécessite également une réforme agraire qui ne doit pas se limiter à une redistribution des terres, mais aussi transformer en profondeur le système agricole pour favoriser la production et la mise en marché à petite échelle. Pour certaines organisations affiliées à *La Vía Campesina*, une véritable réforme agraire consiste à retirer du marché les terres et les autres ressources de production, et à appliquer le principe de propriété collective de la terre qui permet aux familles qui la cultivent d'en avoir l'usufruit. Plusieurs des organisations paysannes autochtones affiliés à *La Vía Campesina* ont une notion plus large de l'autonomie territoriale et une approche plus globale face à la terre, et à ce qu'elle peut contenir et soutenir.

Définir les modalités exactes de la redistribution des terres soulève beaucoup de questions : faut-il exproprier ou non, quelles compensations accorder, à qui attribuer les lopins de terre, sous quel type de régime? Elles sont toutes des enjeux très importants aux yeux de nombreuses organisations agricoles. *La Vía Campesina* s'efforce de soutenir les démarches de ses organisations locales et nationales, plutôt que de leur imposer une vision centralisée d'un seul programme idéal de redistribution des terres.

Pour terminer, je veux seulement répéter ici que le concept de souveraineté alimentaire suggère qu'il existe une multitude de façons de partager les ressources naturelles. Il s'agirait d'une erreur que de penser qu'une seule voie ne doit et ne peut être empruntée.

Synergie entre les revendications politiques globales et l'implantation locale de la souveraineté alimentaire

Aujourd'hui, il existe une certaine méfiance historique entre les organisations paysannes et les ONG. Je crois qu'il faut bien comprendre les différences entre les ONG nationales et internationales, et les mouvements paysans, car ils ont souvent des buts, objectifs et intérêts différents. Ils ont aussi des cultures internes et des structures différentes. En plus, les conflits entre les ONG et les mouvements paysans peuvent aussi provenir de modes de fonctionnement différents, de même que d'un accès inégal aux ressources humaines, financières et politiques qui conduit souvent à une répartition inégale du pouvoir.

Par exemple, l'existence des ONG de développement tient largement à leur capacité d'obtenir une aide financière en vue de réaliser des projets de développement ou des campagnes destinées aux groupes défavorisés et marginalisés. En d'autres mots, les ONG canalisent des fonds pour mener des projets de développement qui soutiennent des organisations sur le terrain. En général, le personnel des ONG est composé de professionnels de la classe moyenne qui peuvent parler plusieurs langues, et qui ont souvent développé d'excellentes capacités de recherche. Les ONG ont des comptes à rendre, surtout à ceux qui leur fournissent une aide financière. L'une des stratégies importantes adoptées par les ONG, en général, est de participer à un dialogue ou d'entrer en négociation avec ceux qui ont le pouvoir – soit l'OMC, la Banque mondiale, etc. Le lobbying est aussi une stratégie importante pour les ONG.

De leur côté, les mouvements paysans font partie des organisations populaires, des organisations communautaires ou des mouvements sociaux comme les syndicats, les associations de pêcheurs, les groupes de lutte contre la pauvreté et les mouvements de femmes. Les organisations populaires sont ancrées dans la communauté ou un secteur donné, et regroupent des personnes qui travaillent bénévolement à défendre les intérêts de leurs membres. Souvent, leurs dirigeants sont élus démocratiquement et répondent directement à leurs membres. L'action directe, la désobéissance civile, la mobilisation et les manifestations publiques demeurent leurs principales stratégies dans leur lutte pour un meilleur accès aux ressources de production.

Les mouvements paysans se méfient de la participation et de la négociation, puisque ceci est un enjeu souvent dominé et manipulé par ceux qui ont le pouvoir. C'est alors seulement dans certains contextes que les mouvements paysans décident de négocier et, en plus, la négociation doit toujours s'accompagner d'une mobilisation.

On parle donc vraiment de deux mondes différents. Dans le passé, plusieurs ONG qui travaillaient étroitement avec des organisations paysannes dans leur propre pays se sont retrouvées à parler au nom des paysans et à représenter leurs intérêts sur la scène

internationale. Quand *La Via Campesina* s'est formée, le mouvement voulait se tailler une place sur la scène internationale, afin de représenter lui-même les voix et les revendications des paysans et paysannes. Le mouvement a dû contester un élément central de la société civile qui avait dominé les discussions reliées à l'agriculture au niveau international – les ONG.

Par contre, il y a beaucoup de cas d'ONG qui travaillent de façon respectueuse avec les organisations paysannes. Par exemple, dans beaucoup de pays, les ONG se sont formées pour parler au nom de ceux qui n'avaient pas de voix, c'est-à-dire qu'elles aidaient les groupes marginalisés à prendre la parole. Et, dès que ces mouvements populaires se sont formés, certaines ONG ont compris la nécessité de changer leurs relations avec eux. Elles se sont tenues à l'écart pour donner l'espace aux mouvements paysans; elles ont aidé les organisations paysannes seulement lorsqu'elles leur ont fait appel.

Mais il y avait aussi beaucoup d'ONG qui n'étaient pas prêtes à accepter de jouer un rôle moins important, c'est-à-dire à suivre la direction des mouvements paysans. Beaucoup d'ONG n'ont pas voulu céder l'espace qu'elles occupaient depuis longtemps sur la scène internationale. L'arrivée de *La Via Campesina* a donc créé certains conflits. L'organisation a toujours été consciente du rôle important des ONG au niveau international, puisque ces organisations possèdent une expertise en recherche, une capacité de lobbying, une connaissance des tendances mondiales et un accès à des fonds indispensables. C'est pour cela qu'à différentes étapes, *La Via* a démontré sa volonté de travailler et d'établir des relations de coopération avec les ONG progressistes.

Au cours des dernières années, une coopération entre différents mouvements, des ONG et *La Via Campesina* a permis de développer davantage le concept de souveraineté alimentaire. À divers moments clés, beaucoup de progrès ont été réalisés. En voici quelques exemples :

- Le travail de la coalition internationale « Notre monde n'est pas à vendre » a regroupé des mouvements sociaux, des centres de recherche et des ONG, qui ont travaillé ensemble pour rédiger la Déclaration des peuples pour la souveraineté alimentaire. Cette déclaration inclut des mécanismes internationaux spécifiques visant à garantir la souveraineté alimentaire ;
- Le Forum sur la souveraineté alimentaire à Cuba, qui a eu lieu en 2001, a permis à beaucoup d'ONG et mouvements sociaux de travailler ensemble sur le concept ;

En 2002, le Forum Mondial sur la souveraineté alimentaire qui réunissait des ONG et des organisations de la société civile s'est tenu à Rome, en parallèle avec le Sommet Mondial de l'Alimentation. Cinq ans plus tard, un autre moment clé de la collaboration entre les mouvements paysans, différentes ONG et des mouvements sociaux a été constitué de

discussions autour du contenu et des pratiques de la souveraineté alimentaire. À la suite de ce Forum, les ONG et les mouvements sociaux ont formé l'IPC, soit le Comité international de planification, qui devait assurer le suivi des décisions prises au forum. Ce Comité est devenu le point de contact entre la FAO et la société civile suite au Sommet Mondial de l'Alimentation. Actuellement, ce Comité international de planification joue un rôle de coordination et de communication très important entre les différentes organisations et les mouvements qui travaillent sur la souveraineté alimentaire. Par exemple, le IPC a joué un rôle central dans l'organisation du Forum de Nyéléni.

Alors, pour répondre directement à la question de la collaboration entre *La Via* et les ONG, oui, une synergie entre les mouvements paysans et les ONG est possible, elle existe déjà. Mais c'est aussi une synergie de laquelle il faut toujours prendre soin. Ainsi, lorsque *La Via* a organisé sa cinquième conférence internationale, qui a eu lieu au Mozambique en 2009, deux journées ont été consacrées à un échange entre les ONG et les mouvements sociaux afin d'approfondir leurs plans et de discuter des stratégies et campagnes reliées à la souveraineté alimentaire.

Rapports de force face aux institutions internationales : firmes transnationales et grandes organisations philanthropiques

D'emblée, il faut souligner qu'il n'y a pas beaucoup d'instances internationales capables de relayer les revendications paysannes. *La Via Campesina* joue certainement un rôle important aux niveaux local, national et international, et on ne devrait pas sous-estimer le pouvoir des mouvements sociaux tels que lui. Cependant, tant que les institutions internationales actuelles demeureront ce qu'elles sont, il y a peu de chance d'arriver à les influencer. Puisque l'OMC est un instrument clé du modèle néolibéral, et aussi parce que cette organisation a tellement de pouvoir, dès sa formation, *La Via Campesina* a décidé qu'il était impossible de réformer l'OMC. Au lieu d'essayer de la réformer, *La Via Campesina* a tenté de la délégitimer en tant qu'organisation responsable du commerce agricole. Le mouvement paysan a donc appelé pour un retrait du secteur agroalimentaire de la part de l'OMC et pour le développement d'un nouveau concept et de nouvelles instances internationales responsables de la mise en place de la souveraineté alimentaire.

Ainsi, parmi les propositions de la Déclaration de la souveraineté alimentaire des peuples, on retrouve les suivantes :

- La création d'une commission mondiale sur l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire ayant pour mandat d'évaluer les effets de la libéralisation du commerce sur la souveraineté et la sécurité alimentaire, et d'élaborer des solutions alternatives. Cette

commission pourrait être dirigée par des organisations et des mouvements de la société civile, des représentants élus et des organisations multilatérales compétentes ;

- Un traité international contraignant qui définirait les droits des paysans aux ressources et à produire, en plus de leur fournir la protection légale nécessaire pour que ces droits soient respectés. Ce traité pourrait être intégré au cadre des Nations unies en matière de droits de la personne et relié aux conventions existantes de l'organisation ;
- Une convention internationale appelée à remplacer l'Accord sur l'agriculture actuel, ainsi que des clauses pertinentes dans les autres accords de l'OMC.

Cette convention appliquerait le concept de souveraineté alimentaire et assurerait le respect du droit fondamental de tous les humains à une alimentation saine et sûre, à un emploi et à des conditions de travail décentes en milieu rural, ainsi qu'à un milieu naturel sain, riche et diversifié.

Depuis quelques années déjà, *La Via Campesina* travaille à la reconnaissance des droits internationaux des paysans. Ce faisant, le mouvement a travaillé avec de nombreuses ONG, notamment avec FIAN et CETIM (des ONG européennes), afin d'encourager les agences de défense des droits de la personne de l'ONU à prendre en considération les droits des paysans et la souveraineté alimentaire. Les rapports de l'ancien Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation du Conseil des droits humains des Nations Unies, Jean Ziegler, recommandent la souveraineté alimentaire comme voie à suivre afin de garantir le droit à l'alimentation et à la sécurité alimentaire. Et même si Olivier de Schutter, l'actuel Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, n'a pas spécifiquement utilisé les mots « souveraineté alimentaire », ses déclarations ont insisté sur le besoin d'envisager des modèles durables de développement agricole. Selon lui, la réglementation des corporations transnationales, la réorientation des politiques nationales et internationales, l'assurance pour les personnes les plus vulnérables d'un accès à la terre et l'autorisation de l'occuper caractérisent les modèles durables. Ce sont des éléments essentiels de ces modèles, et ce sont aussi des composantes clés du concept de souveraineté alimentaire.

Pour terminer, je voudrais souligner l'importance de l'imagination. On ne devrait jamais sous-estimer le pouvoir que l'imagination peut jouer dans la création de changements sociaux. C'est avec l'imagination qu'on envisage d'abord des structures différentes, des concepts originaux, de différentes façons d'être dans le monde. Ensuite, on peut les mettre en place.

Annette Aurélie Desmarais est professeure agrégée au programme d'études internationales à l'Université de Régina. Avant d'entreprendre ses études doctorales en géographie, elle était agricultrice en Saskatchewan et ce, pendant 14 ans. Elle est l'auteure du livre *La Via Campesina*.

ⁱ Certains extraits du texte sont tirés de l'ouvrage « *La Via Campesina: Une réponse paysanne à la crise alimentaire* » publié en 2008 aux Éditions Écosociété.